

Pour une France gagnante dans la mondialisation



*Christine Lagarde,
Ministre déléguée
au commerce extérieur*

Au cours de mes multiples voyages, j'ai rencontré de nombreux responsables économiques et politiques étrangers qui, tous, me disent une chose sur la France : nous avons des atouts incontestables pour bénéficier de la mondialisation et nos partenaires souhaitent nous voir jouer un rôle important. 6ème puissance économique mondiale, 5ème exportatrice de marchandises, 4ème exportatrice de services, 3ème pays d'accueil des investissements étrangers, 2ème exportatrice mondiale dans l'agro-alimentaire et tout ça avec 1 % de la population mondiale, la France le prouve déjà ! Je m'efforce pour ma part d'encourager nos entreprises dans cette voie, en privilégiant efficacité et pragmatisme, et de leur assurer un cadre et un dispositif d'appui à l'international simple, lisible et efficace.

C'est dans cet esprit que j'ai lancé l'initiative Cap Export il y a un an. Nous avons concentré nos moyens sur des pays prioritaires et nous incitons les entreprises à se regrouper à l'exportation et tous les acteurs à jouer collectif. Les résultats sont au rendez-vous : nos exportations ont augmenté de façon spectaculaire vers les pays-pilotes (+39 % en Chine, + 36 % en Russie, + 31 % en Inde), les volontaires internationaux en entreprise (VIE) sont de plus en plus nombreux (4329). Mais il reste beaucoup à faire néanmoins : si nos exportations progressent de 10 % en 2006, le déficit commercial reste élevé avec le poids des importations énergétiques.

Pragmatisme aussi dans la défense des intérêts de nos entreprises dans les négociations commerciales. Celles de l'Organisation Mondiale du Commerce sont aujourd'hui bloquées en raison de l'attitude des Etats-Unis ; je veille à ce que ces négociations ne se concentrent pas uniquement sur l'agriculture et profitent à nos industries et entreprises de services. Surtout, il est temps que l'Union Européenne négocie, à l'instar de ses principaux partenaires, des accords commerciaux avec les pays émergents d'Asie où nos entreprises ont des intérêts majeurs. Enfin, je suis en contact étroit avec mes collègues européens pour négocier à l'OMC une dérogation permettant, comme aux Etats-Unis, un meilleur accès des PME aux marchés publics. Sur tous ces points, l'objectif est le même : identifier avec les entreprises les principaux enjeux auxquels elles sont confrontées et faire en sorte que l'Europe et les négociations commerciales internationales leur soient utiles.

Mais la mondialisation est aussi une source d'inquiétudes, face à la croissance des inégalités ou la surexploitation de l'environnement par exemple. Nous devons y répondre, par le renforcement des règles multilatérales commerciales, sociales et environnementales, en faveur duquel la France œuvre activement, mais aussi en modernisant notre économie et en accompagnant ceux de nos concitoyens qui ne bénéficient pas spontanément des effets positifs de la mondialisation.

La bataille pour une France gagnante dans la mondialisation, et aussi pour une mondialisation plus responsable, est une bataille que nous pouvons gagner ensemble. Nos partenaires nous attendent et comptent sur nous. A nous d'être au rendez-vous.

Christine Lagarde